

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



lundi 8 avril 2019

Leur « grand débat » prend fin ? Le combat continue !

Le « grand débat » de Macron n'en finit pas de finir. Visite de Macron en Corse boycotté par une bonne partie des élus, séance de « restitution » des débats au Grand Palais, à sa manière, par Edouard Philippe ce lundi 8 avril, où il parle « d'exaspération fiscale », mais se garde bien d'annoncer le rétablissement de l'Impôt sur la fortune... Puis mi-avril pour les premières annonces gouvernementales, et encore, cela pourrait durer jusqu'à l'été. Le calcul de Macron, en lançant ce « grand bla-bla », c'était de jouer la montre et d'attendre que la contestation des Gilets jaunes s'éteigne. Sauf que cela n'a pas été le cas. Malgré la répression policière, malgré les campagnes de dénigrement, le mouvement des Gilets jaunes est bel et bien là, toujours au rendez-vous dans les rues les samedis, comme ce samedi à La Défense. Il s'organise et débat, comme à Saint-Nazaire le week-end dernier où plus de 700 délégués de groupes de Gilets jaunes se sont réunis, pour poursuivre le combat contre ce gouvernement des riches.

Les retraites en ligne de mire

Il ne sortira pas grand-chose du « Grand débat » de Macron. En attendant, le gouvernement continue surtout ses attaques contre le monde du travail, avec sa réforme des retraites qui s'approche.

Gérald Darmanin a évoqué la possibilité de reporter l'âge légal de la retraite. Jean-Paul Delevoye, chargé de préparer la réforme, dit, lui, qu'il ne faudrait pas décider un tel report. Il faut croire que certains craignent les réactions que pourrait provoquer une telle annonce. Quoi qu'il en soit, le gouvernement compte bien réduire le montant des retraites en jouant sur les règles de calcul des pensions. Déjà l'âge de départ de 62 ans est largement virtuel pour bon nombre de salariés, pour qui il faut réunir pas moins de 43 annuités de cotisations pour accéder à une retraite dite « à taux plein ».

On va nous expliquer qu'il serait nécessaire d'accepter des coupes sur nos futures retraites parce qu'il y aurait trop de retraités par rapport au nombre d'actifs. On nous répète que comme l'espérance de vie s'allonge, il serait inéluctable de devoir partir à la retraite plus tard, ou avec une pension moindre, ou les deux.

Mais c'est cette société capitaliste qui ne tourne pas rond, elle qui condamne une part importante des travailleurs au chômage et aux petits salaires, ce qui pèse sur les rentrées des caisses de retraite. Quelle logique y a-t-il à laisser les jeunes dans la précarité d'un côté, pour travailler à plus de 60 ans de

l'autre ?

Pour Macron et sa classe sociale, l'ordre des choses, c'est de prendre sur le niveau de vie des classes populaires tandis que les grands patrons bénéficient de retraites chapeaux chiffrées en millions. Rien de naturel à tout cela. Leur ordre, il faut le refuser !

Les écoles et lycées sacrifiés

La persistance de la mobilisation des Gilets jaunes contribue à ce que la contestation sociale reste dans l'air, toujours vivace. La mobilisation des enseignants face aux réformes du ministre Jean-Michel Blanquer et le manque de moyens monte aussi en puissance, comme on l'a vu dans les manifestations et grèves du jeudi 4 avril. La jonction des collègues, tous ensemble, voilà qui pourrait changer la donne.

Des deux côtés de la Méditerranée

En Algérie, la mobilisation populaire est parvenue à repousser toutes les tentatives de laisser Bouteflika à la présidence : il n'a plus eu d'autre choix que de démissionner. Mais le peuple algérien est bien conscient qu'il ne suffit pas de dégager un président pour faire changer les choses. Il continue à se mobiliser aussi fortement. Les dirigeants algériens s'inquiètent, ne sachant plus comment en finir de cette contestation.

Une inquiétude que doit partager Macron. Car de nos frères d'Algérie, nous pouvons prendre exemple.

Monsieur 21 000 €

Quand vous aurez fini de lire cette phrase, Tavares aura touché environ 1,45 €. Quand vous aurez fini de lire ce bulletin ou d'arriver au poste de travail ce sera 145 € dans la besace, et à la fin de la journée il en sera à 21 000 €. Les 3 500 € maximum de primes pour 2018 (et encore, il faut remercier les gilets jaunes) nous saluent bien !

Évidemment cette augmentation indécente de salaire est annoncée un mois après le quasi-blocage des nôtres. La seule chose que PSA n'aura pas volé c'est une grève pour augmenter nos salaires, tous secteurs de l'entreprise confondus.

Flaschmob... pour mieux nous faire valser ?

Ça y est c'est reparti, nous revoilà de nouveau inondé de mails « flash mobilité » pour nous pousser vers la porte de sortie. Ateliers, conférences, témoignages d'anciens salariés, aux anges bien sûr d'avoir quitté PSA et même des tests psychologiques. La direction met les moyens pour « volontariser » au forçariat les quelques 50 salariés qui doivent disparaître de ses tablatures au CTCY. Comme après la danse éclair, tout le monde doit disparaître sans tambour ni trompette. Et si on lui jouait une autre partition ? Un départ = une embauche !

Ego sans limites

Sauveur, prix du stratège, ses secrets du management... Tavares se fait broser dans tous les sens du poil dans le journal *Les Echos* du 29 mars Sans oublier les citations hollywoodiennes comme les « *sky is the limit* » et « *nous ne sommes pas dans une crise du capitalisme mais du leadership, les populations de veulent plus de dirigeants mous et démagogiques, mais inspirants* », suivez mon regard... On se croirait dix ans en arrière à lire les articles sur Carlos... Ghosn. Derrière toutes ces petites phrases qui ne coûtent pas grand chose, leurs supers remèdes c'est surtout nous faire payer la facture des crises cycliques avec des fermetures de sites, des milliers de suppressions d'emplois et le quasi gel des salaires. Mais à trop tirer sur la corde, Tavares et ses sbires pourraient bien se prendre un retour de bâton.

Circulez, y'a rien à voir

Il y a plusieurs semaines, la direction de PSA annonçait la fermeture du site de Hérimoncourt et le transfert de son activité vers le site de Vesoul, en Haute-Saône.

Lors du Comité Central d'Etablissement qui s'est tenu ce lundi, les représentants des salariés se sont vus adresser une fin de non-recevoir à leur demande d'expertise extérieure. Il faut croire que la direction n'aime pas trop qu'on mette le nez dans ses affaires... S'ils s'inquiètent qu'on découvre que l'acti-

vit y est rentable et que les finances de PSA se portent bien, qu'ils se rassurent : il n'y avait déjà plus grand monde pour en douter et la nouvelle fiche de paie de Tavares l'a encore récemment confirmé !

Les ouvriers se sont de nouveau mis en grève ce jeudi. C'est la voie à suivre et à généraliser.

Un petit pas vers l'indemnisation des victimes de l'amiante

La Cour de cassation a élargi, vendredi dernier, le préjudice d'anxiété à tous les salariés exposés à l'amiante, jusqu'alors limité à certaines catégories de travailleurs. Cette décision permettra à tout salarié, non malade mais exposé à un « risque élevé », de demander réparation. Encore faudra-t-il en apporter la preuve. Malgré les études médicales sur les méfaits de l'amiante connus depuis 1906, l'utilisation de ce matériau isolant s'est généralisée pendant un siècle, avec la complicité des gouvernements, pour n'être interdite qu'en 1997. Selon l'Institut de veille sanitaire, ce scandale sanitaire fait plus de 3 000 morts par an et pourrait provoquer d'ici à 2050 jusqu'à 100 000 morts en France.

Génocide rwandais : les présidents passent, les mensonges restent

Le président de la République, Emmanuel Macron, s'est prudemment abstenu de participer aux commémorations Rwandaises des 25 ans du génocide, qui avait fait plus de 800 000 morts entre avril et juillet 1994. À la place, il s'est contenté d'envoyer un député LREM d'origine tutsie et surtout « *sauvé à 4 ans par l'armée française* ».

Une décision hypocrite qui s'inscrit dans la longue politique de déni et de mensonges de tous les gouvernements précédents quant au soutien actif de l'armée française et de l'Élysée aux génocidaires hutus... dont beaucoup se cachent encore en France.

L'école de la défiance

Alors que le ministre de l'éducation Jean-Michel Blanquer se heurte aux premières mobilisations importantes d'enseignants du primaire et du secondaire contre son projet « d'école de la confiance », les sanctions pleuvent pour intimider ceux qui prétendent s'y opposer localement.

Récemment, quatre enseignants du collège République de Bobigny, en poste dans l'établissement depuis une vingtaine d'années, ont été mutés de force « pour nécessité de service » et deux d'entre eux convoqués à un conseil de discipline pour des faits qu'ils ignorent.

Des sanctions déguisées qui visent ceux qui n'ont pas peur de s'opposer aux baisses continues de moyens organisées par le rectorat et à l'arbitraire des proviseurs et autres petits chefs.